

VOLET B	GESTION QUANTITATIVE DE LA RESSOURCE
----------------	---

Opération	Mise en place d'instances de coordination de l'utilisation de la ressource Orb			P 1
Objectif(s)	Instauration d'une gestion pérenne concertée de la ressource en eau dans le bassin de l'Orb			
Secteur	Bassin Orb	Maître d'ouvrage	s.o.	

Contexte				
<p>Si les actions pour le thème gestion quantitative inscrites au premier Contrat ont été peu concrétisées, c'est notamment parce que ce thème est quasi-orphelin ; en effet, la gestion quantitative de la ressource Orb ne relève pas clairement et expressément des attributions de tel ou tel service ou organisme. En fait, cette gestion ne peut être que multipartenariale.</p> <p>Pour conduire les actions d'optimisation de la gestion de la ressource, la création d'instances de concertation et de décision est un préalable indispensable. Les missions à assurer sont multiples :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Définir les cahiers des charges des études à lancer pour l'optimisation de la gestion quantitative et effectuer le suivi des études - Coordonner les différentes politiques de gestion qui concernent la ressource Orb : Contrat de rivière, schémas directeurs AEP - Favoriser la reconnaissance des enjeux liés à la gestion quantitative auprès des différentes catégories d'acteurs, dans l'Hérault et dans l'Aude - Se doter d'un outil permettant le suivi de l'équilibre besoins – ressources à l'échelle du bassin de l'Orb - Définir les modalités de gestion en situation de crise - Prendre en charge le suivi et l'évaluation des actions qui seront réalisées. 				
Description				
<p>Création de 2 instances pérennes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Une cellule technique « ressource Orb » composée d'une douzaine de participants, représentants du SMVO, de l'Agence de l'eau RM&C, de la MISE, de la DIREN, de la Fédération de pêche et/ou CSP, des services techniques du CG 34, de la Chambre d'Agriculture, de BRL exploitation, des services techniques de la CABEME et des services techniques d'autres collectivités prélevant dans la ressource Orb, en particulier les collectivités audoises. ▪ Cette cellule rapporterait périodiquement les résultats de ses travaux à une instance représentative de l'ensemble des catégories d'acteurs ; pendant la durée du Contrat de rivière, cette instance sera composée d'une vingtaine de membres du Comité de rivière motivés par le thème ressource ; ultérieurement, elle sera adaptée en fonction de l'évolution des outils de gestion mis en place sur le bassin de l'Orb. 				
Conditions de réalisation				
Mobilisation et implication sur la durée de l'ensemble des partenaires cités.				

Coût estimatif (€HT)

S.o.

Plan de financement

S.o

Phasage prévisionnel

Action continue sur la durée du contrat

VOLET B	GESTION QUANTITATIVE DE LA RESSOURCE
----------------	---

Opération	Mise en place d'un suivi hydrométrique sur le bassin de l'Orb		P 1
Objectif(s)	Améliorer la connaissance des débits d'étiage et objectiver les données relatives à la ressource		
Secteur	Bassin de l'Orb	Maître d'ouvrage	Etat. SMVO

Contexte			
<p>Le réseau hydrométrique du bassin de l'Orb comporte 5 stations encore suivies (3 sur l'Orb, 1 sur la Mare et 1 sur le Jaur) ; toutes ces stations sont gérées par la DIREN Languedoc-Roussillon. Mais sur l'Orb seules les stations d'Hérépian et Vieussan donnent des résultats fiables à l'étiage. La station la plus en aval, celle de Béziers, ne fournit pas de données utilisables à l'étiage, du fait des caractéristiques hydrauliques du fleuve sur sa partie aval (profondeurs importantes et vitesses très faibles) qui rendent les dispositifs classiques de mesures des débits inopérants ; un dispositif ADCP, fonctionnant sur le principe de l'effet doppler pourrait être efficace.</p> <p>Il est donc actuellement impossible de suivre l'évolution journalière, saisonnière et interannuelle de l'hydrologie du cours d'eau entre Vieussan et la mer. Ainsi, à peine 60% du bassin versant est suivi du point de vue de l'hydrologie à l'étiage.</p> <p>La méconnaissance des débits sur la moyenne et la basse vallées, où se concentrent les plus gros prélèvements dans l'Orb et sa nappe, est incompatible avec l'instauration d'une gestion pérenne concertée de la ressource.</p> <p>En particulier, il est inenvisageable, en l'absence de données fiables sur les débits d'étiage du tronçon Réals – Béziers, de fixer des objectifs de débit (et par conséquent des objectifs de qualité pertinents) ; il n'est pas non plus possible de contrôler le respect des débits minimum imposés par les règlements d'eau des prises d'eau.</p> <p>Sur la Mare, le positionnement de la station hydrométrique ne paraît pas optimal dans la mesure où plusieurs prélèvements ont lieu entre cette station et la confluence avec l'Orb ; cependant, l'existence de pertes naturelles sur ce tronçon de la Mare est aussi à prendre en considération pour localiser éventuellement un nouveau site d'implantation de la station hydrométrique.</p> <p>Par ailleurs, les débits véhiculés par le Canal du Midi dans le secteur de Béziers, les échanges entre le Canal et l'Orb et les pertes lors du transit entre Pont Rouge et Portiragnes ne sont pas connus avec précision. Un dispositif de mesure va être très prochainement installé sur l'aqueduc qui relie l'Orb au Canal (maîtrise d'ouvrage BRL). VNF installera d'ici 2006 une station de mesure du débit au niveau des écluses de Fongérannes. Pour bien appréhender le fonctionnement hydraulique du bief entre Fongérannes et l'aval de Portiragnes, il serait nécessaire de mettre en place 2 autres stations de mesure des débits : l'une à Sauclière et l'autre à l'aval de la prise d'eau BRL de Portiragnes.</p> <p>On signale que VNF et BRL élaborent actuellement une convention qui prévoit notamment l'équipement par BRL de tous les ouvrages BRL (prises d'eau et restitutions) en lien avec le Canal du Midi.</p>			

Description
<p>- Mise en place d'un réseau de suivi hydrométrique cohérent avec l'enjeu ressource sur le bassin de l'Orb, qui permette de suivre et d'évaluer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les évolutions journalières, saisonnières et interannuelles de l'hydrologie du bassin de l'Orb - l'incidence de la gestion du barrage des Monts d'Orb - l'impact des lâchers EDF - l'impact sur les débits d'étiage des prélèvements dans les cours d'eau et leurs nappes. <p>Il est nécessaire de réaliser en préalable une étude de faisabilité technique de l'installation de points de mesure sur la partie aval de l'Orb, portant sur la recherche des sites potentiels d'implantation et le choix des systèmes d'acquisition et de transmission de l'information.</p> <p>Le réseau à construire sur le bassin de l'Orb comporterait 10 stations hydrométriques :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Remise en service des stations de Ceilhes-et-Rocozels et de Truscas (amont et aval barrage des Monts d'Orb), dont le suivi est interrompu depuis 1992 (pas de données postérieures dans la BD HYDRO) ; ou bien – solution nettement plus économique – mise à disposition par BRL des chroniques de débits entrée et sortie barrage. ▪ Déplacement de la station de la Mare vers l'aval du bassin, à proximité de la confluence avec l'Orb ? ▪ Maintien des stations existantes sur le Jaur et sur l'Orb à Hérépian et Vieussan ▪ Mise en place de 2 ou 3 nouvelles stations sur l'Orb : aval prise d'eau de Réals, amont et aval barrage de Pont Rouge, ou bien amont Pont Rouge + mesure du débit dans l'aqueduc qui relie l'Orb au Canal du Midi (la mise en place de ce dernier dispositif est prévue par VNF au plus tard en 2005) ▪ Mise en place d'1 station à l'aval du Vernazobres. <p>- Installation de 2 stations de mesure sur le Canal du Midi, à Sauclière et à l'aval de Portiragnes.</p>
Conditions de réalisation
<p>La question de la maîtrise d'ouvrage, de la gestion du réseau et des moyens financiers et humains à mobiliser est cruciale ; elle devra être résolue après concertation entre les partenaires techniques et financiers. Les stations actuelles étant gérées par la DIREN LR, il serait logique que les nouvelles stations soient aussi prises en charge par la DIREN.</p>

Coût estimatif (€HT)	
Etude de faisabilité technique de l'implantation de nouvelles stations hydrométriques sur l'aval de l'Orb (SMVO) pour mémoire : étude en régie	7 000 €
Sur la base d'un coût moyen de 20 000 € par équipement (hors travaux éventuels sur seuil ou autre support), coût pour 4 nouvelles stations hydrométriques sur le bassin de l'Orb (Etat)	80 000 €
Installation de 2 stations de mesure sur le Canal du Midi, à Sauclière et à l'aval de Portiragnes (coût indiqué par VNF : 42 000 € HT par point de mesure) (Etat)	84 000 €

Plan de financement

Maîtrise d'ouvrage **Etat. SMVO**

			Agence de l'Eau	Conseil Régional	Conseil Général	Etat	Maître Ouvrage
Etude faisabilité technique (SMVO)	7 000 € (p.m) en régie		0	0	0 €	0	7 000 €
Installations 4 nouvelles stations (Etat)	80 000 €		0	0	0	0	80 000 €
Installation 2 stations de mesure dur canal du Midi (Etat)	84 000 €		0	0	0	0	84 000 €
TOTAL	171 000 €						

Phasage prévisionnel

	2006	2007	2008	2009	2010
Etude faisabilité technique (SMVO) (p.m)	7 000 €				
Installations 4 nouvelles stations (Etat)		80 000 €			
Installation 2 stations de mesure dur canal du Midi (Etat)			84 000 €		
TOTAL	7 000 €	80 000 €	84 000 €	0 €	0 €

VOLET B	GESTION QUANTITATIVE DE LA RESSOURCE
----------------	---

Opération	Etude d'optimisation de la gestion de la ressource Orb Suivi et évaluation de l'équilibre besoins - ressources sur les territoires alimentés par la ressource Orb			P 1
Objectif(s)	Objectiver le bilan besoins - ressources actuel et sa projection à long terme, ainsi que les enjeux d'usages et de milieux			
Secteur	Territoires héraultais et audois alimentés à partir de la ressource Orb	Maître d'ouvrage	SMVO	

Contexte				
<p>Le diagnostic global réalisé pour le Contrat de rivière a mis en évidence, outre le problème de la méconnaissance des débits d'étiage de l'Orb sur la moyenne et basse vallées, la maîtrise insuffisante de l'équilibre besoins – ressources en situation actuelle et surtout dans l'avenir, compte tenu des incertitudes sur la demande en eau future. Cette maîtrise insuffisante est due à l'absence de suivi exhaustif et pérenne des prélèvements en eau de surface et en nappe alluviale, permettant d'analyser les évolutions interannuelles et aussi les pointes saisonnières.</p> <p>L'évaluation du bilan besoins – ressources et son suivi annuel sont stratégiques au vu des enjeux liés à la ressource Orb :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 40 millions de m³ prélevés, soit près d'un quart des volumes prélevés dans le département de l'Hérault ; 350 000 personnes desservies en saison estivale - + 50% d'augmentation des volumes prélevés dans l'Orb et sa nappe pour l'AEP entre 1990 et 2002 - 25% des volumes sont exportés en dehors du bassin versant de l'Orb, vers le littoral audois et aussi dans une moindre mesure vers le bassin du Libron ; les collectivités et les irrigants qui utilisent cette ressource non locale ont tendance à se sentir peu concernés par sa gestion. <p>Il convient de souligner que 37% du volume total prélevé dans l'Orb ou sa nappe est apporté par la réserve des Monts d'Orb, exploitée par BRL ; le barrage des Monts d'Orb, en relâchant en moyenne 15 Mm³ entre juin et septembre permet en effet de satisfaire les usages d'irrigation et d'AEP sur les zones équipées par BRL, ainsi que les loisirs nautiques sur la moyenne vallée, mais aussi l'usage de navigation sur le Canal du Midi (via le barrage de Pont Rouge). Enfin de saison, il reste encore une réserve de l'ordre de 10 Mm³ dans le barrage ; mais en saison sèche ce solde peut être moindre : 5 Mm³ à la fin de l'été 2003.</p> <p>Le bilan besoins-ressources doit permettre de déterminer la limite de la ressource disponible en situations actuelle et future, en intégrant des scénarii d'optimisation de la gestion du barrage des Monts d'Orb. Compte tenu de la croissance importante des prélèvements pour l'AEP ces 20 dernières années, de la poursuite attendue du développement démographique sur les secteurs desservis (dans l'Aude et dans l'Hérault), de la difficulté de faire appel à des ressources autres que l'Orb dans ces secteurs (nappe astienne surexploitée, possibilités limitées dans le karst), il est fondamental d'anticiper sur les problèmes d'approvisionnement futurs.</p>				

Description

L'étude portera prioritairement sur la moyenne et basse vallées de l'Orb et sur les territoires alimentés à partir des prises d'eau gérées par BRL (Réals, Portiragnes).

- Identification des usages actuels de la ressource en eau, des enjeux socioéconomiques associés et des enjeux de milieux, à réaliser à partir des études antérieures et d'enquêtes auprès des acteurs locaux. Description détaillée du schéma hydraulique du secteur : modalités de fonctionnement du barrage des Monts d'Orb, des principales infrastructures AEP et irrigation et des échanges avec l'Aude et le Canal du Midi ; état des équipements et des ouvrages (rendement des réseaux, problème de pertes du Canal du Midi). Les projets d'aménagement ou de développement pouvant avoir un impact sur la quantité de la ressource seront présentés
- Analyse historique des prélèvements sur les 20 dernières années, pour tous les usages de la ressource Orb : évolution des volumes prélevés annuellement, variations interannuelles et pointes saisonnières ; mise en perspective avec les évolutions des besoins (démographie, surfaces irriguées) et des équipements et avec les conditions climatiques et hydrologiques.
- Etablissement du bilan besoins-ressource en situation actuelle, en considérant une année récente moyenne sur le plan hydrologique (2002) et une année sèche (2003) ; pour l'aspect ressource, on se basera sur les premiers résultats obtenus sur les stations hydrométriques nouvellement implantées sur la partie aval de l'Orb (voir fiche-action B 1.2) et sur les observations de VNF au droit du barrage de Pont Rouge ; les bilans seront établis sur plusieurs pas de temps, en priorité saison estivale et jour de pointe.
- Détermination des besoins futurs (échéance 2020) pour l'AEP et l'irrigation, basée sur des enquêtes fines et exhaustives auprès de toutes les collectivités alimentées en situation actuelle par la ressource Orb et celles susceptibles d'être alimentées à terme (exploitation des schémas directeurs AEP déjà réalisés, analyse des documents d'urbanisme, exposé des projets de développement et de leurs répercussions sur la demande en eau) et des structures touristiques ; prospective en matière de besoin pour l'irrigation, à partir d'enquêtes auprès de la profession agricole ; définition des besoins annuels, sur la période estivale et en jour de pointe.
- Simulations du bilan besoins-ressource en situation future (2020), prenant en compte plusieurs scénarii en termes de développement local et de gestion des ouvrages (en particulier, fonctionnement du barrage des Monts d'Orb) ; pour chaque scénario, identification des incidences sur les milieux aquatiques (qualité des eaux, fonctionnalités biologiques) et les usages associés.
- Propositions pour l'optimisation de la gestion de la ressource Orb, permettant à la fois la satisfaction des usages et le respect des équilibres biologiques ; les possibilités de faire appel au karst ces propositions mettront en avant les liens étroits entre gestion de la ressource et politique d'aménagement du territoire. A ce stade, il sera mené une analyse de cohérence entre les solutions proposées et celles préconisées dans les schémas directeurs AEP récemment réalisés : CABEME, SMETA, vallée du Libron, Narbonnais et schéma AEP départemental (Hérault).
- Conception d'un tableau de bord pour le suivi du bilan besoins-ressource ; mise en œuvre de l'outil pour les années 2006 à 2007.

Conditions de réalisation

La mise en place d'un suivi exhaustif des prélèvements et de la ressource n'est possible que si tous les producteurs de données sont mobilisés et partie prenante de la démarche ; il s'agit en particulier des collectivités qui prélèvent pour l'AEP et de BRL.

Coût estimatif (€HT)

Coût global de l'étude : 110 000 € HT

Plan de financementMaîtrise d'ouvrage **SMVO**

			Agence de l'Eau	Conseil Régional	Conseil Général	Etat	Maître Ouvrage
Etude Globale	110 000 €		55 000 €	33 000 €	0	0	22 000 €
TOTAL	110 000 €						

Phasage prévisionnel

	2006	2007	2008	2009	2010
Etude globale	110 000 €				
TOTAL	110 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €

VOLET B	GESTION QUANTITATIVE DE LA RESSOURCE
----------------	---

Opération	Inventaire et analyse juridique des prélèvements dans l'Orb et sa nappe alluviale			P 1
Objectif(s)	Optimiser la gestion de la ressource en améliorant la connaissance des prélèvements et l'adéquation entre les besoins réels et les prélèvements			
Secteur	Bassin de l'Orb	Maître d'ouvrage	SMVO	

Contexte				
<p>Les prélèvements pour l'irrigation et l'AEP situés entre Réals et Béziers représentent 80% du total des volumes prélevés dans la ressource Orb. Néanmoins, les prélèvements plus modestes situés sur la haute vallée et sur les affluents, en particulier la Mare, le Jaur et le Vernazobre peuvent avoir localement des impacts sensibles sur les débits d'étiage. Certains prélèvements correspondent à d'anciens canaux d'irrigation desservant des zones où l'agriculture est en recul.</p> <p>Une étude comportant un recensement des prélèvements (puits en nappe, prises directes et canaux de dérivation pour l'irrigation de terres agricoles ou l'arrosage de jardins), une évaluation des débits prélevés et des besoins effectifs, une évaluation de l'incidence des prises d'eau sur les débits d'étiage, et une analyse juridique des prélèvements a déjà été réalisée sur le bassin versant de la Mare, sous maîtrise d'ouvrage du SMVO. Cette étude s'inscrivait dans le cadre des défis territoriaux mis en place par l'Agence de l'eau RM&C. Il est nécessaire de mener le même type d'investigations sur les secteurs cités plus haut.</p> <p>En ce qui concerne les « gros » prélèvements des moyenne et basse vallées, une mise à plat de leur situation réglementaire doit être réalisée. En effet, des procédures de régularisation au titre du Code de la Santé publique sont en cours sur certains captages AEP, qui posent ou vont poser la question du débit minimum à laisser dans le fleuve. Par ailleurs, le fonctionnement des infrastructures en place est régi par des textes réglementaires souvent anciens (certains datent des années 60), dont la cohérence avec la législation plus récente, en particulier la « loi pêche » et la loi sur l'eau, mais aussi la directive cadre sur l'eau, mérite d'être analysée.</p>				
Description				
<ul style="list-style-type: none"> - Inventaire et analyse juridique des prélèvements sur les tronçons suivants : Orb du Bousquet d'Orb à Colombière-sur-Orb, le Jaur de St Pons-de-Thomières à Prémian et le Vernazobre ; l'étude sera réalisée selon une démarche similaire à celle réalisée sur la Mare : investigations de terrain pour recenser les prises d'eau, décrire l'état des ouvrages et évaluer les débits prélevés ; enquêtes auprès des acteurs locaux et des partenaires techniques pour définir les usages réels encore pratiqués ; statut juridique des ouvrages ; campagnes de jaugeage permettant de déterminer l'impact des prélèvements sur les débits d'étiage ; définition d'un plan d'actions pour optimiser la gestion de la ressource, c'est-à-dire en substance améliorer l'adéquation entre besoins réels et volumes prélevés et réduire l'impact sur les milieux aquatiques. - Analyse juridique des prélèvements pour l'AEP et l'irrigation entre Réals et Pont Rouge ; propositions d'actualisation des textes réglementaires pour mise en cohérence avec la législation récente. 				

Conditions de réalisation

L'implication des services de l'Etat et en l'occurrence de la Mission Inter Services de l'Eau dans les volets juridiques des investigations est nécessaire : soit l'analyse juridique est prise directement en charge par la MISE, soit elle est confiée à un prestataire spécialisé, suivi et encadré par la MISE.

Coût estimatif (€HT)

Inventaire et analyse juridique des prélèvements dans l'Orb et sa nappe alluviale	60 000 €
---	----------

Plan de financement

Maîtrise d'ouvrage **SMVO**

			Agence de l'Eau	Conseil Régional	Conseil Général	Etat	Maître Ouvrage
Inventaire et analyse juridique ¹	60 000 €		28 000 €	0	0	20 000 € ²	12 000 €
TOTAL	60 000 €						

Phasage prévisionnel

	2006	2007	2008	2009	2010
Inventaire et analyse juridique		60 000 €			
TOTAL	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €

¹ Taux d'aide AERMC le plus favorable entre les 8^{ème} et 9^{ème} programme, sous réserve du respect du calendrier d'engagement de l'opération

² Crédits police de l'Eau

VOLET B	GESTION QUANTITATIVE DE LA RESSOURCE
----------------	---

Opération	Plan de sécurisation des ressources captées pour l'AEP		P 2
Objectif(s)	Sécuriser l'approvisionnement en eau potable		
Secteur	Bassin de l'Orb	Maître d'ouvrage	SMVO

Contexte			
<p>L'accident survenu en 2003 suite à la chute dans l'Illoivre (affluent du Vernazobre) d'un poids lourd transportant des produits chimiques a alerté les pouvoirs publics sur la vulnérabilité des captages AEP qui exploitent l'Orb et sa nappe. En situation actuelle, les nombreuses collectivités alimentées grâce à l'Orb ou sa nappe alluviale ne disposent pas de plans d'alerte permettant de prévenir les risques de pollution accidentelle et de faire face aux situations de crise ; la plupart des communes concernées ne peuvent avoir recours à une autre ressource en cas de pollution ou de pénurie affectant l'Orb.</p> <p>Le second Contrat Orb doit être mis à profit pour mener une première réflexion à l'échelle du bassin et sensibiliser les collectivités à l'enjeu de sécurisation.</p> <p>Il est rappelé que le SDAGE RM&C demande la réalisation de schémas de sécurité et de plans de secours pour les collectivités desservant plus de 10 000 habitants.</p>			
Description			
<p>Réalisation d'un plan de sécurisation des ressources captées pour l'AEP dans le bassin de l'Orb, comportant :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'identification des captages à protéger et des zones d'alimentation de ces captages ▪ Un inventaire et une cartographie des risques de pollution accidentelle portant sur ces zones d'alimentation, prenant en compte les transports de matières dangereuses, les établissements industriels et les stockages de produits dangereux, ainsi que les risques de dysfonctionnement des ouvrages d'assainissement ▪ Une évaluation des modalités et des temps de transfert d'une pollution accidentelle dans le cours d'eau et dans la nappe alluviale, en considérant 4 ou 5 scénarios plausibles au vu des risques identifiés ; il ne s'agira pas de développer des modèles de transfert très élaborés mais de fournir des ordres de grandeur des temps de transfert, à partir des connaissances disponibles sur l'hydrologie de l'Orb et le fonctionnement de la nappe alluviale ▪ Des propositions visant la sécurisation des captages : <ul style="list-style-type: none"> - Hiérarchisation des captages AEP en fonction des risques et recommandations pour l'élaboration des plans de secours - Mise en place de stations d'alerte en amont des captages les plus vulnérables - Mise en place d'un réseau d'alerte des exploitants des ressources - Mise en place de dispositifs de rétention des polluants accidentellement déversés sur les points les plus sensibles des infrastructures. 			
Conditions de réalisation			

Les principales collectivités et les gestionnaires exploitant la ressource Orb pour l'AEP seront associés à la démarche.

Coût estimatif (€HT)

Plan de sécurisation des ressources captées pour l'AEP	40 000 €
--	----------

Plan de financement

Maîtrise d'ouvrage **SMVO**

			Agence de l'Eau	Conseil Régional	Conseil Général	Etat	Maître Ouvrage
Plan de sécurisation des ressources captées	40 000 €		12 000 €	0	0	20 000 € ³	8 000 €
TOTAL	40 000 €						

Phasage prévisionnel

	2006	2007	2008	2009	2010
Plan de sécurisation des ressources captées				40 000 €	
TOTAL	0 €	0 €	0 €	40 000 €	0 €

³ Crédits police de l'Eau
Fiche action B 5

VOLET B	GESTION QUANTITATIVE DE LA RESSOURCE
----------------	---

Opération	Amélioration des performances des réseaux de distribution pour l'AEP et l'irrigation – Economies d'eau		P 1
Objectif(s)	Rationaliser les consommations d'eau		
Secteur	Territoires héraultais et audois alimentés à partir de la ressource Orb	Maîtres d'ouvrage	Collectivités et BRL

Contexte			
<p>L'augmentation attendue de la demande en eau et l'étroitesse de la marge de manœuvre pour satisfaire les besoins futurs tout en respectant les équilibres biologiques dessinent un scénario tendanciel potentiellement critique.</p> <p>Dans ce contexte, la problématique des pertes sur les réseaux AEP et irrigation doit être affichée comme une priorité urgente. En effet, les rendements des réseaux de distribution sont médiocres sur certaines collectivités ; ils sont inférieurs à 70 % voire 50 % sur le SIAEP Vallée de la Mare (rendement de 40%), Riols, St Pons-de-Thomières, Cessenon, St Geniès-le-Bas, Puisserguier, Villeneuve-les-Béziers, Thézan-les-Béziers, Taussac-la-Billière, Colombières-sur-Orb, Prémian, Babeau-Bouldoux, St Etienne d'Albagnan, Bédarieux, Creissan et Corneilhan ; à Lamalou-les-Bains, le rendement est correct mais l'indice de perte linéaire est très mauvais (d'après le Schéma départemental AEP, CG 34, BRL, 2004).</p> <p>D'après BRL, le rendement sur ses réseaux AEP et irrigation est de 67% ; un gain de 5% de rendement sur le réseau alimenté à partir de Réals représenterait une économie proche de 1 million de m³ / an. D'après les services de l'Etat, le réseau qui dessert en AEP les communes du littoral audois est vétuste et en mauvais état. Par ailleurs, la technique d'irrigation majoritairement employée sur les secteurs équipés par BRL est l'aspersion ; il serait souhaitable d'étudier la faisabilité d'une substitution progressive par la technique du goutte-à-goutte, plus économe en terme de consommation d'eau.</p> <p>Il est probable qu'au total, 30% à 40% de l'eau captée dans l'Orb ou sa nappe sont « perdus », ce qui est incompatible avec les enjeux de satisfaction des besoins futurs des populations et de l'agriculture.</p>			
Description			
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réalisation de diagnostics des réseaux AEP sur les collectivités dont les réseaux sont les moins performants, si possible pour les 10 collectivités où les rendements sont inférieurs à 70% (d'après le Schéma départemental AEP, CG 34, BRL, 2004). ▪ Diagnostic des équipements et des réseaux AEP et irrigation sur les secteurs équipés par BRL ; analyse technique et économique de la rationalité de l'irrigation ; étude de faisabilité d'une évolution des pratiques d'irrigation vers des techniques moins consommatrices. <p>Les actions issues des divers diagnostics, non encore connues, pourront être intégrées ultérieurement, dans le cadre d'un avenant, discuté à mi parcours du contrat, dans le cadre d'une clause de rendez vous. Une première enveloppe de 400 000 € est cependant prévue dans le présent document.</p>			
Conditions de réalisation			

Coût estimatif (€HT)			
Diagnostics de réseaux AEP sur 10 collectivités⁴		Diagnostic des équipements BRL et étude de faisabilité d'une rationalisation des pratiques d'irrigation ⁴	130 000 €
Villeneuve-les-Béziers 2006	45 000 €		
Bédarieux 2006	40 000 €	Travaux sur le réseau ⁴	400 000 €
St Etienne d'Albagnan, Corneilhan, Lamalou-les-Bains : 3 X 25 000 € (2007 et 2008)	75 000 €		
Riols, St Geniès-le-Bas, Taussac-la-Billière, Prémian, : 4 X 20 000 € (2008 et 2009)	80 000 €		
Colombières-sur-Orb, Babeau-Bouldoux : 2 X 15 000 € (2009)	30 000 €		
Total diagnostics de réseaux AEP des collectivités	270 000 €		

Plan de financement

Maîtrise d'ouvrage : **Collectivités locales et BRL**

			Agence de l'Eau	Conseil Régional	Conseil Général*	Etat	Maître Ouvrage
Villeneuve les Béziers	45 000 €		22 500 €	0	9 000 €	0	13 500 €
Bédarieux	40 000 €		20 000 €	0	8 000 €	0	12 000 €
St Etienne d'Albagnan	25 000 €		12 500 €	0	5 000 €	0	15 000 €
Corneilhan	25 000 €		12 500 €	0	5 000 €	0	15 000 €
Lamalou les Bains	25 000 €		12 500 €	0	5 000 €	0	15 000 €
Riols	20 000 €		10 000 €	0	4 000 €	0	6 000 €
St Génies	20 000 €		10 000 €	0	4 000 €	0	6 000 €
Taussac la bilière	20 000 €		10 000 €	0	4 000 €	0	6 000 €
Colombières	15 000 €		7 500 €	0	3 000 €	0	4 500 €
Babeaux Bouldoux	15 000 €		7 500 €	0	3 000 €	0	4 500 €
Diagnostic équipements BRL	130 000 €		65 000 €	0	26 000 €	0	39 000 €
Petits Travaux sur réseaux	400 000 €		120 000 €	0	120 000 €	0	160 000 €
TOTAL	800 000 €						

* Ce montant correspond au maximum calculé du financement possible en fonction des règles financières du Conseil Général au moment de la rédaction du contrat. Il n'a pas valeur contractuelle, l'aide sera calculée lors de l'instruction de l'opération.

⁴ Taux d'aide AERMC le plus favorable entre les 8^{ème} et 9^{ème} programme, sous réserve du respect du calendrier d'engagement de l'opération

Phasage prévisionnel

	2006	2007	2008	2009	2010
Villeneuve les Béziers	45 000 €				
Bédarieux	40 000 €				
St Etienne d'Albagnan			25 000 €		
Corneilhan			25 000 €		
Lamalou les Bains		25 000 €			
Riols			20 000 €		
St Génies				20 000 €	
Taussac la bilière				20 000 €	
Colombières				15 000 €	
Babeaux Bouldoux				15 000 €	
Diagnostic équipements BRL	130 000 €				
Travaux réseaux				400 000 €	
TOTAL	215 000 €	25 000 €	70 000 €	470 000 €	0 €